

Intervention de Philippe FAYE concernant l'AFP

« Plusieurs dossiers nous préoccupent aujourd'hui à l'AFP.

Tout d'abord, la politique salariale : en effet, en 2013 et pour la première fois, le PDG Emmanuel HOOG a refusé d'appliquer les accords signés en 2012 entre les organisations syndicales et le SPQN. À la place, il a souhaité mettre en place un grand accord salarial dans lequel il veut remettre à plat tous les accords négociés depuis des années à l'AFP : le temps de travail, les horaires et les salaires avec un seul objectif, réduire la masse salariale. Dans ces conditions, la CGT (SNJ-CGT, Cadres et SGLCE) a refusé d'assister à ces négociations et a décidé de saisir la justice afin de faire appliquer et respecter les accords existants.

D'une façon plus générale, l'AFP voit depuis des années son statut, qui lui garantit aujourd'hui son indépendance, attaqué par la Droite et la Gauche soit pour la privatiser, soit pour l'étatiser.

Aujourd'hui encore, le gouvernement a confié au député Michel FRANÇAIX une mission parlementaire sur les conditions législatives réglementaires et financières d'exercice des missions de l'Agence en envisageant son évolution et son développement. Après avoir rencontré Michel FRANÇAIX, l'inquiétude reste entière car la seule idée qui émane de son pré rapport, c'est la création d'une filiale technique dans laquelle l'AFP mettrait son outil technique et pourrait transférer le personnel technique.

La mission d'intérêt général de l'AFP d'informer de façon indépendante avec des bureaux dans 150 pays, c'est l'ensemble du personnel qui y contribue : les journalistes, le personnel administratif, les techniciens et cadres techniques. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous sommes tous mobilisés pour dire au gouvernement et à la direction que la technique et son personnel resteront à l'AFP et ne sera pas filialisée. »

Paris, le 6 mars 2014